

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Nucleaire-la-fin-d-un-mythe>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Nucléaire : la fin d'un mythe**

1er avril 1999

Nucléaire : la fin d'un mythe

Pour alimenter ses systèmes d'armes en tritium, le gouvernement américain vient de décider de faire appel à des centrales nucléaires productrices d'électricité. L'étanchéité entre nucléaire civil et militaire est brisée.

Bill Richardson, le secrétaire du Département de l'énergie américain (DOE), a finalement tranché dans le vif : la désintégration du tritium, un élément essentiel à l'efficacité des armes nucléaires, sera compensée par la production dans des installations civiles.

Le réacteur de Watts Bar, en service depuis 1996, et celui, plus ancien, de la centrale de Sequoyah, tous deux situés dans la vallée du Tennessee, devraient bientôt recevoir des barres de lithium destinées à produire et à stocker le précieux élément.

Ce faisant, Bill Richardson entraîne son pays vers une position délicate : elle s'inscrit en faux vis-à-vis du principe de séparation des productions nucléaires civiles et militaires, garant de l'efficacité des contrôles de non-prolifération.

Richardson argue du fait que le tritium, qui disparaît des ogives au rythme de 5,5 % par an, ne peut suffire à fabriquer une bombe. Bien qu'elle masque mal l'entorse à cette règle, la pirouette du DOE est un moindre mal pour son secrétaire qui se battait depuis des mois avec les lobbyistes de tous bords.

L'affaire, en effet, suscite les passions depuis 1988, date de l'arrêt, pour des raisons de sécurité, du réacteur militaire de Caroline du Sud dédié à cette production. Depuis, le Pentagone et le Congrès américain rappellent chaque année la nécessité d'un approvisionnement régulier en tritium.

Le problème était devenu vexant lorsque en décembre dernier, Richardson avait déclaré qu'aucune des solutions envisagées n'était acceptable vis-à-vis des intérêts majeurs des Etats-Unis : la construction d'un accélérateur ad hoc, la réactivation d'un réacteur à flux rapide, l'achat du tritium produit à l'étranger, ou la modification des réacteurs civils du Tennessee.

Le choix apparaissait d'autant plus compliqué que, compte tenu de la réduction du stock d'armes entraînée par l'application du traité START (Strategic Arms Reduction Treaty), le tritium ne doit réellement manquer qu'à partir de 2005. Si la seconde version de cet accord est adoptée, ce délai

serait repoussé en 2011.

Les solutions proposées avaient toutes leurs ardents défenseurs, et l'équation de la sécurité, des emplois et du financement semblait insoluble. De ce dernier point de vue, la décision du DOE est minimale : le coût de la transformation des réacteurs du Tennessee est sans rapport avec les 6 milliards de dollars de la construction d'un accélérateur dédié.

Cette décision, qui doit encore, à l'heure où nous mettons sous presse, être discutée au Congrès, signe sans doute la fin d'un mythe : après cela, qui pourra exiger d'un Etat la séparation absolue entre ses installations civiles et militaires ?